

PBF November 2024 Project Progress Report



PEACEBUILDING
FUND 

APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un récipiendaire, veuillez consulter vos co-réceptaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- ☐ Semestriel
- ☒ Annuel
- ☐ Final
- ☐ Autre

Date de soumission du rapport *

2024-11-13

2024-11-13

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Souleymane KERE, Chargé du projet

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

souleymane.kere@undp.org

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Henri Mashaguiro

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

☒ Oui

☐ Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

☒ Oui

☐ Non

☐ Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

☐ Oui ☒ Non

Veuillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- | | | |
|---|---|---|
| ☐ Asie et le Pacifique | ☐ Afrique centrale et australe | ☐ Afrique de l'Est |
| ☐ Europe et Asie centrale | ☐ Global | ☐ Amérique Latine et Caraïbes |
| ☐ Moyen-Orient et Afrique du Nord | ☒ Afrique de l'Ouest | |

Pays de mise en œuvre du projet

- | | | |
|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| ☐ Bénin | ☒ Burkina Faso | ☐ Cote D'Ivoire |
| ☐ Gambie | ☐ Ghana | ☐ Guinée |
| ☐ Guinée-Bissau | ☐ Liberia | ☐ Mali |
| ☐ Mauritanie | ☐ Niger | ☐ Nigeria |
| ☐ Sénégal | ☐ Sierra Leone | ☐ Togo |
| ☐ Autre, précisez | | |

Autre, veuillez préciser

Titre du projet

*

- ☐ 00129742: Soigner les blessures invisibles des individus et communautés affectés par les conflits et les violences pour la consolidation de la paix au Burkina Faso : Une approche intégrée santé mentale et soutien psychosocial axés sur les jeunes.
- ☐ 00118903: « Appui à la mobilisation des jeunes, acteurs de la cohésion sociale et de la paix dans les régions du Centre Nord et du Sahel du Burkina Faso »
- ☐ 00126871: Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) au Burkina Faso
- ☐ 00113590: Appui a la gestion pacific de conflits locaux dans les region du Sahel et du nord Burkina Faso
- ☐ 00125450: Appui à la prévention des risques de détérioration de la cohésion sociale et de la paix dans le contexte de la riposte à la COVID-19 aux points d'entrée et dans les lieux de détention au Burkina Faso
- ☐ 00129609: Appui au processus de réconciliation nationale au Burkina Faso
- ☐ 00125570: Appui au renforcement de la Cohésion sociale dans la région du Centre-Nord
- ☒ 00128826: Appui stratégique à la réforme du secteur de la sécurité, Phase II
- ☐ 00130026: Facilitation de l'accès à la terre et participation des jeunes à la prévention et la gestion des conflits fonciers dans les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins
- ☐ 00125231: Prévention et gestion des conflits dans la Région de l'Est du Burkina Faso
- ☐ 00125640: Projet d'appui à la promotion, à la protection des jeunes défenseurs des droits de la personne des Régions du Sahel, du Nord et de l'Est.
- ☐ 00115098: Projet d'appui a l'amelioration de la confiance entre l'administration, les forces de defense et de securite (FDS) et les populations dans le Nord et le Sahel du Burkina Faso
- ☐ 00140077: Women's Leadership in Action (WLiA)
- ☐ 00140125: Appui au renforcement des capacités et du rôle des femmes et des jeunes filles dans le processus de transition et de consolidation de la paix
- ☐ 00140652: Edification d'une paix durable : Appui au Renforcement des capacités du Burkina Faso à comprendre prévenir et contrer les menaces de financement du terrorisme
- ☐ Autre, Précisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

*

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre.

*

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|---|--|
| ☐ Asie et le Pacifique | ☐ Afrique centrale et australe | ☐ Afrique de l'Est |
| ☐ Europe et Asie centrale | ☐ Global | ☐ Amérique Latine et Caraïbes |
| ☐ Moyen-Orient et Afrique du Nord | ☐ Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport

*

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre

*

Autre, veuillez préciser

*

Date de début du projet (Date du premier décaissement)

*

2022-10-04

2022-10-04

Date de fin du projet

*

2024-04-04

2024-04-04

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ?

*

- ☐ OUI, extension avec coût
- ☒ OUI, extension sans coût
- ☐ OUI, extensions avec et sans coût
- ☐ NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ?

*

- ☐ OUI, extension avec coût
- ☒ OUI, extension sans coût
- ☐ OUI, extensions avec et sans coût
- ☐ NON, pas d'extensions

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ?

*

- ☐ Oui
- ☒ Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ?

*

- ☐ Oui
- ☒ Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel

*

- ☐ Fonds Fiduciaire National
- ☐ Fonds Fiduciaire Régional

Réciendaire

L'agence coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- ☒ Entité de l'ONU
- ☐ Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- ☒ PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- ☐ OIM : Organisation internationale pour les migrations ☐ UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- ☐ BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- ☐ UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- ☐ UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- ☐ UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population ☐ FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- ☐ PAM : Programme alimentaire mondial
- ☐ UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- ☐ UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- ☐ PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ☐ OIT : Organisation internationale du travail
- ☐ OMS : Organisation mondiale de la santé ☐ OPS/OMS
- ☐ FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- ☐ UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- ☐ UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ☐ ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ☐ ITC : Centre du commerce international ☐ Département des opérations de paix de l'ONU
- ☐ Autre, Précisez

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres réciendaires pour ce projet ? *

- ☐ Aucun autre réciendaires
- ☒ Oui, Autres réciendaires de l'ONU uniquement
- ☐ Oui, Autres réciendaires non l'ONU uniquement
- ☐ Oui, Autres réciendaires de L'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies

*

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- ☐ PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- ☐ OIM : Organisation internationale pour les migrations ☐ UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- ☐ BHC DH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- ☐ UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- ☐ UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- ☐ UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population ☐ FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- ☐ PAM : Programme alimentaire mondial
- ☐ UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- ☐ UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- ☐ PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ☐ OIT : Organisation internationale du travail
- ☐ OMS : Organisation mondiale de la santé ☐ OPS/OMS
- ☐ FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- ☒ UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- ☐ UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ☐ ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ☐ ITC : Centre du commerce international ☐ Département des opérations de paix de l'ONU
- ☐ Autre, Précisez

Autre, veuillez préciser

*

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU

*

- | | | |
|--|--|---|
| ☐ ACTED | ☐ Action Aid UK | ☐ AAITG (ActionAid the Gambia) |
| ☐ AEDE | ☐ African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) | |
| ☐ Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) | | |
| ☐ American Friends Service Committee (AFSC) | ☐ Avocats Sans Frontières | |
| ☐ Avocats Sans Frontières Belgium | ☐ Avocats sans frontières Canada | ☐ Ayuda en Accion |
| ☐ CARE International UK | ☐ Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF | |
| ☐ Christian Aid Ireland | ☐ COIPRODEN | ☐ Concern Worldwide |
| ☐ Conexion Guatemala | ☐ COOPI - Cooperazione Internazionale | ☐ CORD Burundi |
| ☐ CORDAID | ☐ Corporacion Sisma Mujer | ☐ CRS - Catholic Relief Services |
| ☐ DanChurchAid | ☐ EQUITAS | ☐ Fund for Congolese Women |
| ☐ Fundacion Estudios Superior (FESU) | ☐ Fundación Mi Sangre (FMS) | |
| ☐ Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH) | ☐ Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) | |
| ☐ HELVETAS Swiss Intercooperation | ☐ Humanity & Inclusion (HI) | |
| ☐ ICTJ (International Center for Transitional Justice) | ☐ Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD) | |
| ☐ Integrity Watch | ☐ International Alert | ☐ International Rescue Committee |
| ☐ Interpeace | ☐ Kvinna till Kvinna Foundation | ☐ Life and Peace Institute (LPI) |
| ☐ MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar | | |
| ☐ Mercy Corps | ☐ MLAL - ProgettoMondo | ☐ MSIS-TATAO |
| ☐ NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) | ☐ Norwegian Refugee Council (NRC) | |
| ☐ OIKOS | ☐ ONG Adkoul - ONG Adkoul | ☐ ONG AZHAR |
| ☐ OXFAM | ☐ Peace Direct | ☐ Plan International |
| ☐ PNG UN Country Fund | ☐ Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez | |
| ☐ ROI - Roza Otunbayeva Initiati | ☐ Saferworld | |
| ☐ Sampan'Asa Momba ny Fampanandrosoana (SAF/FJKM) | ☐ Save the Children | |
| ☐ Search for Common Ground (SFCG) | ☐ SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa) | |
| ☐ SismaMujer | ☐ SOS Sahel Sudan | ☐ Stichting Impunity Watch |
| ☐ Tearfund | ☐ The Carter Center, Inc. | ☐ Trocaire |
| ☐ War Child | ☐ War Childhood Museum (WCM) | ☐ World Vision International |
| ☐ World Vision Myanmar | ☐ ZOA | ☐ blank_placeholder |
| ☐ Autre, Précisez | | |

Autre, veuillez préciser

*

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent au cours de cette période de rapport (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

0

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veuillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillée dans la prochaine section.

Réceptiendaire	"Budget total du projet (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	Transferts à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement	1693251	1693251	1324135	78.2%
				%

	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	2500010	2500000	1940622	77.62%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **77.62%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

☒ Correct ☐ Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %. *

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet? *

36,3

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 907503.63**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

☐ Correct ☒ Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

739500

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 704445.79**. Ce montant est-il correct ? *

☐ Correct ☒ Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

739766

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES.
Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

*

Rapport financier RSS II au 15 Novembre 2024_V1-8_59_2.xlsx



Marqueurs de projet

Veuillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet.

*

- ☐ Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- ☒ Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- ☐ Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veuillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet.

*

- ☐ Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- ☐ Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- ☒ Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veuillez sélectionner le domaine de priorite de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet

*

- ☒ (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- ☐ (1.2) État de droit
- ☐ (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- ☐ (1.4) Dialogue politique
- ☐ (2.1) Réconciliation nationale
- ☐ (2.2) Gouvernance démocratique
- ☐ (2.3) Prévention/gestion des conflits
- ☐ (3.1) Emploi
- ☐ (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- ☐ (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- ☐ (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- ☐ (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF?

*

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- ☐ Initiative de promotion du genre
- ☐ Initiative de promotion de la jeunesse
- ☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- ☐ Projet transfrontalier ou régional
- ☒ Aucune

Comité de pilotage et Inteactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet?

*

- ☒ Oui
- ☐ Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

1

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les interactions avec le Gouvernement se passent principalement avec le Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) rattaché au Premier Ministère. Sous la coordination du SGDN, les Ministères et institutions sont impliqués dans l'élaboration et la validation des Plans de Travail Annuel ainsi que la mise en œuvre et le Suivi à travers notamment le Comité de Coordination du Projet (CCP). Ainsi, dans le cadre de la synergie recherchée avec le programme « Cohésion sociale, sécurité et Etat de droit (COSED) », un atelier de planification conjointe des PTA 2024 s'est tenu les 4 et 5 décembre 2023 suivi d'une session conjointe de validation le 19 décembre 2023. Pour certaines questions sectorielles spécifiques, les échanges sont portés au niveau du Ministre sectoriel concerné par le Management du PNUD et de l'ONUDC. Outre les CCP et les rencontres ponctuelles d'échange sur la vie du projet, les interactions avec le Gouvernement se font au niveau stratégique à travers le comité conjoint d'orientation (CCO) qui est l'organe d'orientation et de décisions stratégiques du portefeuille PBF au BF et son organe technique qui est le Comité technique de suivi (CTS). Le CCO, désormais appelé Comité de pilotage est co-présidé par le Ministre de l'Economie et des finances et le/la Coordonnateur(trice) du Système des Nations Unies.

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires

- ☐ Ne pas commencé ☐ Commencé ☐ Partiellement commencé
- ☐ Complété ☒ Pas Applicable

Recrutement d'équipe

- ☐ Ne pas commencé ☐ Commencé ☒ Partiellement commencé
- ☐ Complété ☐ Pas Applicable

Collection de lignes de base

- ☐ Ne pas commencé ☐ Commencé ☐ Partiellement commencé
- ☒ Complété ☐ Pas Applicable

Identification des bénéficiaires

*

- ☐ Ne pas commencé ☐ Commencé ☐ Partiellement commencé
☒ Complété ☐ Pas Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

*

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le document du Projet a été signé le 21 septembre 2021 mais le démarrage des activités va cependant être impacté par les événements de la fin 2021 (drame d'Inata avec la mort de 53 personnes dont 49 gendarmes). Le recrutement du Staff du PNUD a permis d'avoir une experte en RSS qui est restée jusqu'en février 2023, date à laquelle elle rejoint une autre fonction. Un Chargé de projet est en poste depuis novembre 2022. Aussi, un personnel d'appui composé d'une assistante et d'un responsable financier mobilisés dans le cadre de programme « Cohésion Sociale, Sécurité et Etat de Droit (COSED) appuient le projet. Concernant l'ONUSC, les postes existants ont été renforcés afin de permettre au personnel ayant les profils requis de faire valoir leur compétence et leur expertise dans la mise en œuvre du projet. Pour l'exécution des activités, un PTA 2022 et 2023 ont été élaborés. Cependant, les événements politiques de janvier et septembre 2022 et l'adoption tardive de la Politique de Sécurité Nationale (PSN), document stratégique majeur auquel s'adosent les principales réformes prévues dans le projet, ont entraîné des suspensions dans la mise en œuvre du projet. L'adoption de la PSN intervenue finalement le 10 mars 2023 a permis d'accélérer la mise en œuvre du projet et de relever son delivery financier. Ainsi, le projet a bénéficié d'une extension sans coût de 06 mois jusqu'au 4 avril 2024 permettant d'élaborer et mettre en œuvre un PTA 2024. Une extension avec coût de 500 000 USD a également été accordée en 2024. Cependant, il a été retenu au bout de processus d'examen du document révisé et d'introduire une extension sans coût en vue de couvrir la période additionnelle nécessaire à la mise en œuvre des activités additionnelles.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produits soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ?

*

- ☐ Oui
☒ Non

Si non, veuillez fournir une explication

*

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Le contexte sécuritaire et politique difficile, marqué par les deux coups d'état, a eu des répercussions sur la mise en œuvre normale du projet RSS 2. En effet, le document du Projet a été signé le 21 septembre 2021. Pour sa mise en œuvre, un projet de PTA 2022 a été élaboré courant novembre 2021 mais le processus de sa finalisation a été fortement impacté par les événements qui ont marqué la fin de l'année 2021 (drame d'Inata avec la mort de 53 personnes dont 49 gendarmes ; manifestation de rue et appel à la démission du Président), puis par le Coup d'Etat du 24 janvier 2022 qui a entraîné entre autres des changements institutionnels et d'interlocuteurs au niveau de la partie nationale et un retard dans le démarrage des activités. Le dialogue entrepris par le PNUD et l'ONUDC avec la partie nationale, en vue d'une bonne appropriation du projet par les nouveaux acteurs, a permis le lancement du projet le 18 août 2022 à Ouagadougou par le ministre de la Défense nationale et des Anciens Combattants (MDAC) en présence de hautes personnalités civiles et militaires. Toutefois, l'élan retrouvé à la suite du lancement du projet allait être ralenti par le second coup d'Etat du 30 septembre 2022. Malgré les difficultés engendrées par ces événements politiques, quelques activités ont pu être réalisées et un projet de PTA 2023, fidèle aux 3 résultats attendus du Projet RSS phase II (le cadre normatif, le genre et la confiance accrue entre Justice-FDS-Société civile-Population) a été élaboré en décembre 2022. La finalisation et l'exécution de ce PTA 2023 vont toutefois se confronter à la réouverture des échanges sur la Politique de Sécurité Nationale (PSN) entraînant son adoption tardive. Pour rappel, la PSN est le document stratégique majeur auquel s'adosent les principales réformes prévues dans le projet RSS II. L'adoption de la PSN intervenue finalement le 10 mars 2023 a induit un léger réajustement du projet de PTA 2023 et sa signature courant mai 2023. Nonobstant ces contraintes, le projet RSS 2 a engrangé des résultats de consolidation de la paix forts appréciables qui méritaient d'être consolidés au regard de la situation de fragilité du pays à travers notamment l'extension de la durée de sa mise en œuvre. Ainsi, le projet a bénéficié d'une extension sans coût fixant la fin de la période d'exécution au 4 avril 2024. Ce temps supplémentaire accordé, devait permettre la poursuite des activités résiduelles grâce à la seconde tranche des financements et la préparation d'une extension avec coût. Cependant, le décaissement de cette seconde tranche est intervenu en 23 février 2024 soit un peu plus d'un mois avant la fin de la période d'extension sans coût rendant difficile de déroulement normal des activités. Depuis, le 4 avril 2024, la poursuite des activités est ralentie dans l'attente du résultat de comité d'examen des projets du PBSO qui devait statuer sur l'extension ou non dudit projet. Pour ce faire, le projet vient d'être invité formellement le 5 novembre 2024 à introduire une extension sans coût pour une période additionnelle pouvant permettre la réalisation des activités résiduelles.

Résumé de progrès

*

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

L'un des résultats majeurs visés par le projet RSS II est la définition et l'opérationnalisation des mécanismes et structures de mise en œuvre à travers notamment la finalisation et l'adoption de la politique de sécurité nationale (PSN). L'appui technique et financier apporté par le projet accompagné du lobbying porté par le management du PNUD et de l'ONUDC a facilité l'adoption de ladite politique le 10 mars 2023 et l'adoption le 9 mai 2023 d'une loi relative à la sécurité nationale qui vise à mettre en place une nouvelle architecture de sécurité nationale. Cette loi donne un contenu juridique opératoire à la nécessité de rompre avec la conception trop sectorielle et cloisonnée de la sécurité, pour s'inscrire dans une vision stratégique de nature participative et inclusive. Ainsi, ces deux instruments majeurs de la RSS ont consacré un changement de paradigme vers une sécurité humaine qui permettra à terme de mener les transformations nécessaires dans la gouvernance sécuritaire afin de rendre les acteurs plus efficaces et redevables vis à vis des citoyens. L'appui a également permis une meilleure appropriation de la PSN par les populations et les acteurs institutionnels de 6 régions administratives (484 dont 86 femmes en 2024). Toutes les régions en dehors du sahel ont été couvertes au total entre 2022 et 2024. Dans le cadre de l'élaboration des stratégies sectorielles prévues pour compléter la PSN, la stratégie de sécurité nationale a été finalisée en octobre 2023 et l'élaboration de la stratégie de sécurité intérieure a débuté le 9 février 2024 permettant de disposer d'un projet de rapport diagnostic qui sera incessamment validé. Le projet a également contribué au renforcement des capacités techniques et opérationnelles de certaines structures issues, au renforcement des dispositifs nationaux et outils d'identification des menaces ; à l'amélioration du respect des droits humains par les FDS et le renforcement à terme de la confiance entre les FDS et les populations (280 dont 36 femmes). Également, le dispositif de visioconférence devant faciliter le traitement des dossiers des prévenues terroristes a été installé. Ce dispositif pour rappel relie la prison de haute sécurité, le barreau et le Tribunal de grande Instance de Ouaga II. Ce dispositif au-delà de la sécurité qu'il offre dans l'extraction et le convoyage des détenus permet également au barreau et aux magistrats d'accéder facilement aux détenus mais de pouvoir assurer la protection des témoins et victimes. La relecture du code de procédure pénale sera une opportunité pour l'extension de l'utilisation de ce dispositif aux sessions de jugement. Il faut noter aussi le renforcement des capacités des personnels forestiers, des personnels pénitentiaires, des magistrats et du barreau en vue d'améliorer la prise en compte des droits humains dans la lutte contre la criminalité environnementale, le traitement des dossiers des prévenus dans les affaires de terrorisme et le traitement des personnes privées de liberté. Des progrès ont été également enregistrés en matière d'institutionnalisation du genre au sein des forces de défenses et de sécurité. Ainsi, les appuis prioritaires consensuellement déterminés avec la Direction de l'Administration pénitentiaire, pour la mise en œuvre du plan d'action genre issu de l'auto-évaluation genre de l'administration pénitentiaire se poursuivent. Ces appuis consistent en l'élaboration d'un manuel de contrôle interne sensible au genre des établissements pénitentiaire et d'une formation sur la procédure disciplinaire sensible au genre et applicable aux détenu.es. Aussi, le projet a permis à 45 agents de l'administration pénitentiaire de renforcer leurs capacités sur les mesures disciplinaires sensibles au genre applicable aux détenus améliorant par conséquent le traitement des femmes, des mineurs, des personnes souffrantes d'handicap en milieu carcéral. Cette période a été vu également le renforcement des capacités opérationnelles en matière de lutte contre la drogue grâce à l'acquisition et la dotation des structures de lutte contre le trafic illicite de drogues (Unité Anti-Drogues, Cellule Aéroportuaire anti-traffic, Comité national de lutte contre la drogue et la Douane) de 36 kits anti-drogue et 3 kits anti-précurseurs. En outre, un manuel de formation sur la prise en charge des VBG au profit des centres et écoles de formation a été validé le 7 mai dernier. Un manuel de procédure opérationnelle standard sur les Violences Basées sur le Genre pour les premiers intervenants et les acteurs du système judiciaire pénal est disponible (validé le 05 avril). En vue du renforcement de la confiance entre les acteurs de la chaîne pénale, les forces de sécurité, la société civile, et les populations un appui à une meilleure prise en compte des us et coutumes des populations de la région à haut défis sécurité de l'Est dans les opérations de sécurisation a été fait. Pour une participation des populations notamment les femmes et les jeunes et de la société civile à une contribution significative à la coproduction de la sécurité, deux podcasts de sensibilisation ont été réalisés et diffusés sur la chaine public (RTB), la chaine privée (BF1) et les pages Facebook de ces médias. Il s'agit des podcasts sur 1) les infractions liées au mauvais usage des réseaux sociaux et l'espace numérique informationnel : stigmatisation et discours haineux à caractère religieux et racial et 2) Implication des organisations de la société civile et des leaders d'opinion dans la sensibilisation en vue d'assainir la relation de confiance entre les forces de défenses et de sécurité et les populations. En 10 diffusions pendant 10 jours et publications sur les réseaux sociaux, on a enregistré 14.892 vues. Ces activités auront pour effet l'affermissement des relations entre les populations, les acteurs de la pénale et les FDS et le renforcement de la cohésion sociale.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Ce résultat caractérisé par la facilitation de cadres de dialogues et le renforcement de la sensibilisation et de la communication afin de réduire le gap de communication entre les FDS et la population permettra d'inclure le quota genre dans la composition des instances de dialogues, d'utiliser les médias communautaires engagées sur les problématiques de jeunesse et du genre pour diffuser les produits et atteindre un public cible désagrégré suivant le genre et l'âge. La conception des produits de sensibilisation a connu une participation active de jeunes et de femmes.

En outre, un intérêt particulier est accordé à la participation des femmes et des jeunes dans les activités du projet. En plus, des actions concrètes pour l'institutionnalisation du genre au sein des FDS ont été menées telles que l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'action issu de l'autoévaluation sous l'angle du genre de l'administration pénitentiaire, la conception d'outils de lutte contre la violence basée sur le genre.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ?

☒ Oui

☐ Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ?

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

☒ Oui

☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples concrets de résultats concrets en matière de consolidation de la paix

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Les principaux résultats de consolidation de la paix concernent notamment le renforcement du cadre programmatique de la sécurité nationale à travers l'adoption de la Politique de Sécurité Nationale (PSN) et de la loi relative à la sécurité nationale, deux instruments majeurs de gouvernance sécuritaire qui intègre notamment la sécurité humaine comme un concept central dans la nouvelle vision sécuritaire et qui permettront à terme de mener les transformations nécessaires dans la gouvernance sécuritaire afin de rendre les acteurs plus efficaces et redevables vis à vis. A cela s'ajoute le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures issues de la nouvelle architecture de sécurité nationale notamment le SGSN et les organes régionaux de paix et de sécurité. L'opérationnalisation de ces organes régionaux consacreront d'avantage la participation des populations à la réflexion stratégique et opérationnelle pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations en matière de sécurité. En matière de droits humains, on note l'amélioration du respect des droits humains par les FDS et le renforcement à terme de la confiance entre les FDS et les populations ainsi que la cohésion sociale et la paix. En effet, grâce à l'appui du projet, 50 formateurs des écoles et centres de formation des FDS ont été formés sur les DIH leur permettant ainsi de s'approprier les techniques de formation de adultes, les règles et principes en matière de droits humains et de Droit International Humanitaire (DIH). Il ainsi permis aux différentes entités des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) de disposer de formateurs de qualité en vue de favoriser la prise en compte du DIH au cours des opérations et de limiter les effets des conflits armés. A cela s'ajoute la formation de cent vingt (120) chefs ou donneurs d'ordre direct des Hommes qui interviennent sur le terrain des opérations dans la Première, Deuxième, Quatrième, Cinquième et Sixième Région Militaire sur le respect des droits humains et du droit international humanitaire en vue d'une meilleure consolidation des actions de lutte contre le terrorisme. Aussi, les capacités des populations provenant des Organisations de la société civile et médias, des autorités coutumières et religieuses ainsi que du système judiciaire (Parquet, maison d'arrêt et de correction, Gendarmerie, Police) sur les modalités de mise en œuvre du droit à réparation en cas de violation ou d'atteinte à leurs droits ont été renforcées grâce à l'organisation de 02 sessions de formations. Ainsi, 40 personnes ont été formées sur, les généralités sur les droits humains, les règles applicables aux droits des personnes et de la famille, les formes de réparation en cas d'atteinte ou de violation de droits humains, les modalités d'exercice du droit à réparation : compétence des juridictions, recours au civil, au pénal et aux juridictions internationales » ainsi que sur la collaboration entre la société civile et les service d'information, d'écoute et d'orientation en droits humains (SIEDH) et leur rôle dans l'accompagnement des populations en cas de violation et/ou d'atteinte aux droits humains. Un effort a été également consenti en vue de l'amélioration de la coordination des interventions dans le cadre de la justice pénale liée au terrorisme à travers l'organisation d'un atelier conjoint entre le pôle judiciaire spécialisé, l'inspection générale des services judiciaires, les forces de défense et de sécurité (FDS), l'administration pénitentiaire (PHS), et la société civile. Cette collaboration conduira à des progrès tangibles, notamment une amélioration des conditions de détention pour les prévenus, en mettant un accent particulier sur les femmes et les enfants, ainsi qu'un renforcement des mécanismes de consolidation de la paix pour ces personnes. Les changements escomptés incluent une gestion plus efficace des cas, une protection accrue des droits des prévenus, et une contribution à la consolidation de la paix en favorisant une approche inclusive et respectueuse des droits dans le processus judiciaire. Le projet a en outre permis le renforcement des capacités des personnels forestiers, des personnels pénitentiaires en vue d'améliorer la prise en compte des droits humains dans la lutte contre la criminalité environnementale et dans le traitement des personnes privées de liberté. La mise en œuvre des recommandations issues de l'auto-évaluation genre de l'administration pénitentiaire se poursuit avec l'élaboration d'un manuel de contrôle interne des établissements pénitentiaires intégrant les règles de Bangkok. Pour renforcer, la dimension implication citoyenne, des podcasts de sensibilisation ont été produits et diffusés. Il s'agit du podcast sur les infractions liées au mauvais usage des réseaux sociaux et l'espace numérique informationnel : stigmatisation et discours haineux à caractère racial et religieux et celui relatif à l'implication des organisations de la société civile et des leaders d'opinion dans la sensibilisation en vue d'assainir la relation de confiance entre les Forces de Défense et de Sécurité et les populations.

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

File attachment

Cliquez ici pour téléverser un fichier. (< 10MB)

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 2 ☒ 3 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Résultat 1 : Les acteurs nationaux, y compris ceux au plus haut niveau de l'Etat, sont outillés pour piloter et assurer la mise en œuvre de la politique de sécurité nationale à travers l'élaboration et le suivi des stratégies sectorielles et thématiques en matière de sécurité nationale et de justice.

Résultat 2 *

Les femmes et le jeunes ont un cadre de participation dans la gouvernance sécuritaire et la prise en compte du genre au sein des institutions de défense et de sécurité est systématisée

Résultat 3 *

D'ici la fin du projet, les acteurs de la chaîne pénale, les forces de sécurité, la société civile, et les populations développent une relation de confiance accrue

Résultat 4 *

Résultat 5 *

Résultat 6 *

Résultat 7

*

Résultat 8

*

Résultats Additionnels

*

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
- Si le résultat comporte plus de 5 produits, veuillez sélectionner 5 des produits les plus pertinents par résultat et fournir une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport aux 3 indicateurs de produits les plus pertinents.
- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» **Résultat 1 : Résultat 1 : Les acteurs nationaux, y compris ceux au plus haut niveau de l'Etat, sont outillés pour piloter et assurer la mise en œuvre de la politique de sécurité nationale à travers l'élaboration et le suivi des stratégies sectorielles et thématiques en matière de sécurité nationale et de justice.**

Résultat 1	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
1.1	% d'autorités civiles et militaires qui se sentent outillées pour piloter la politique de sécurité nationale	ND	90%	57.10%	
1.2	%des autorités civiles et militaires qui estiment que la mise en œuvre de la PSN est inclusive	ND	90%	78.5%	
1.3	% de la population qui pensent que les nouvelles mesures de sécurité renforcent leur confiance en FDS	ND	90%	45.20%	

Combien de produits sont définis sous le résultat 1?

1 2 3 ☒ 4 5 Plus de 5

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 1

Produit 1.1

Les mécanismes et structures de mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité sont finalisés et validés, à travers le conseil politique et stratégique au Chef de l'État et aux ministères concernés, ainsi qu'aux acteurs clés, étatiques et non-étatiques, en matière de prise de décision dans le champ de la sécurité nationale, de réforme et gouvernance sécuritaire, de justice et de redevabilité

Produit 1.2

Les capacités stratégiques des parties prenantes à la RSS permettant la mise en œuvre, le suivi et évaluation de la politique de sécurité nationale et des stratégies sectorielles y compris dans leur volet de redevabilité sont améliorées.

Produit 1.3

Le contrôle civil de la gouvernance des institutions sécuritaires est amélioré.

Produit 1.4

Les structures de contrôle judiciaire, les juridictions et le ministère de la justice renforcent leur rôle de contrôle et de mise en œuvre de l'aspect RSS de la « Politique sectorielle Justice et Droits Humains 2018-2027 »

Produit 1.5

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

Produit 1.1 : Les mécanismes et structures de mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité sont finalisés et validés, à travers le conseil politique et stratégique au Chef de l'État et aux ministères concernés, ainsi qu'aux acteurs clés, étatiques et non-étatiques, en matière de prise de décision dans le champ de la sécurité nationale	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
---	--	--	---	---	---	---

Ministère de la Défense, de la Réforme et de la Gouvernance Ministère de la Sécurité, de la Justice et de la Responsabilité						
1.1.1	Nombre d'organes centraux et régionaux de la sécurité nationale mis en place	0	17			4
1.1.2	Nombre de FDS formés en DIH et DIDH	0	250			251
1.1.3	Nombre de conférences sur la diffusion des référentiels de Sécurité	0	13			12

» **Produit 1.2**

Produit 1.2 : Les capacités stratégiques des parties prenantes à la RSS permettant la mise en œuvre, le suivi et évaluation de la politique de sécurité nationale et des stratégies sectorielles y compris dans leur volet de redevabilité sont améliorés	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
es. 1.2.1	Stratégie de la sécurité nationale finalisée (OUI/NON)	NON	OUI			OUI

1.2.2	Nombre de stratégies sectorielles et thématiques élaborées/finalisées	0	4			0 L'adoption tardive de la Politique de Sécurité Nationale n'a pas permis le démarrage à temps de l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale qui la complète ainsi que des stratégies sectorielles. Néanmoins, à ce jour, la stratégie de sécurité nationale est finalisée. L'élaboration de la stratégie de sécurité intérieure en débuté grâce au projet. Il faut aussi noter l'élaboration et l'adoption de certaines stratégies thématiques (Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (SNPREV), Stratégie nationale de réconciliation nationale) qui
-------	---	---	---	--	--	--

						ne plus pris en compte dans l'évaluation de l'indicateur.
1.2.3	La nouvelle loi sur l'architecture de la sécurité nationale en politiques et stratégie sectorielle est finalisée (OUI/NON)	NON	OUI			OUI

» Produit 1.3

Produit 1.3 : Le contrôle civil de la gouvernance des institutions sécuritaires est amélioré .	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.3.1	Nombre d'actions initiées dans le cadre du contrôle civil de la gouvernance des institutions sécuritaires	0	2			0
1.3.2						
1.3.3						

» **Produit 1.4**

Produit 1.4: Les structures de contrôle judiciaire , les juridictions et le ministère de la justice renforcent leur rôle de contrôle et de mise en œuvre de l'aspect RSS de la « Politique sectorielle Justice et Droits Humains 2018- 2027 »	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Étapes d'indicateur/ milestone -	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>

1.4.1	Nombre d'actions initiées par les structures de contrôle judiciaire, les juridictions et le ministère de la justice en matière de contrôle et mises en œuvre de l'aspect RSS de la PSJDH	0	3		1	
1.4.2						
1.4.3						

» Produit 1.5

Produit 1.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.5.1						
1.5.2						
1.5.3						

» Résultat 2 : Les femmes et le jeunes ont un cadre de participation dans la gouvernance sécuritaire et la prise en compte du genre au sein des institutions de défense et de sécurité est systématisée

Résultat 2	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
2.1	% de candidature féminine reçues aux concours d'entrées dans la police	ND	52%		13,03%
2.2	% de candidature féminine reçues aux concours d'entrées dans la gendarmerie	ND	52%		5%
2.3	% de femmes aux tests d'avancement dans leur carrière dans la police	ND	50%		5%

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 ☒ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ Plus de 5 ☐

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 2

Produit 2.1

Un plan d'action pour une prise en compte effective du genre et de l'égalité des chances au sein des FDS est élaboré et mis en œuvre.

Produit 2.2

Un dispositif de prévention contre le harcèlement sexuel au sein des FDS et un mécanisme de lutte contre les VBG sont mis en place

Produit 2.3

Produit 2.4

Produit 2.5

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 2.1**

Produit 2.1 : Un plan d'action pour une prise en compte effective du genre et de l'égalité des chances au sein des FDS est élaboré et mis en œuvre.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.1.1	Niveau d'exécution du plan d'action	0%	50%			
2.1.2	Existence d'une situation de référence sur les conditions de recrutement et de progression des femmes au sein des FDS (OUI/NON)	NON	OUI			NON L'étude n'est plus d'actualité dans le NCE soumise.

2.1.3						
-------	--	--	--	--	--	--

» Produit 2.2

Produit 2.2 : Un dispositif de prévention contre le harcèlement sexuel au sein des FDS et un mécanisme de lutte contre les VBG sont mis en place	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.2.1	Existence d'une Etude sur le genre, le terrorisme et la criminalité organisée (rôle des hommes / femmes comme victimes / complices / coupables, rôle de la masculinité / féminité) au Burkina Faso	NON	OUI			L'étude n'est plus d'actualité dans le NCE soumise.

2.2.2	Nombre de participants par métier et par sexe (les premiers intervenants et les acteurs du système judiciaire pénal) à l'atelier de formation sur la violence basée sur le genre (VBG) & le terrorisme.	0	60			Le manuel a été validé en avril 2023 et la reproduction est cours. La formation est prévue dans la deuxième moitié de 2024
2.2.3	Existence d'un Standardized Operation Procedures sur les VBG pour les premiers intervenants et les acteurs du système judiciaire pénal (OUI/NON)	NON	OUI (1 SOP)			OUI

» Produit 2.3

Produit 2.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.3.1						
2.3.2						
2.3.3						

» Produit 2.4

Produit 2.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.4.1						
2.4.2						
2.4.3						

» Produit 2.5

Produit 2.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
2.5.1						
2.5.2						
2.5.3						

» Résultat 3 : D'ici la fin du projet, les acteurs de la chaîne pénale, les forces de sécurité, la société civile, et les populations développent une relation de confiance accrue

Résultat 3	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
3.1	% des populations qui ont confiance aux acteurs de la chaîne pénale	ND	70%		20.3%
3.2	Niveau de connaissance des mandats et rôles respectifs des acteurs de la chaîne pénale et des FDS, des droits et recours par les communautés locales	ND	80%		55.56% communautaire en cours de réalisation. Cette sensibilisation fera recours aux médias communautaires et nationaux afin de renforcer la connaissance des rôles et mandats des FDS par les populations (OSC, jeunes, femmes...)
3.3	% de la population qui sont satisfaits/ont confiance dans la performance des FDS	ND	70%		39.9%

Combien de produits sont définis sous le résultat 3?

1 ☒ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ Plus de 5 ☐

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 3

Produit 3.1

Les problèmes de sécurités et les solutions sont conjointement identifiés par les populations locales et les FDS en tiennent compte dans leurs plans locaux et nationaux de sécurité.

Produit 3.2

: Appui au niveau régional à la mise en place de cadres de dialogue entre FDS, les acteurs de la chaîne pénale, communautés, société civile y compris les organisations des femmes et des jeunes

Produit 3.3

Produit 3.4

Produit 3.5

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 3.1

Produit 3.1 : Les problèmes de sécurité et les solutions sont conjointement identifiés par les populations locales et les FDS en tiennent compte dans leurs plans locaux et nationaux de sécurité.	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulé depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.1.1	Nombre de plans locaux de sécurité développés dans les zones d'intervention	0	4			0
3.1.2						

3.1.3						
-------	--	--	--	--	--	--

» **Produit 3.2**

Produit 3.2 : : Appui au niveau régional à la mise en place de cadres de dialogue entre FDS, les acteurs de la chaîne pénale, communautés, société civile y compris les organisations des femmes et des jeunes	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>

3.2.1	Nombre d'actions initiées en matière de renforcement de la confiance dialogue entre FDS, acteurs de la chaine pénale, communauté et société civile	0	4			2 Conception de podcasts et visuels d'information sur les roles et mandats des FDS et acteurs de la justice en cours. Le processus est inclusif, itératif et participatif. Les cadres de travail permettent de réunir les acteurs afin de construire le message.
3.2.2						
3.2.3						

» Produit 3.3

Produit 3.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.3.1						
3.3.2						
3.3.3						

» Produit 3.4

Produit 3.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.4.1						
3.4.2						
3.4.3						

» Produit 3.5

Produit 3.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.5.1						
3.5.2						
3.5.3						

» Résultat 4 :

Résultat 4	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
4.1					
4.2					
4.3					

Combien de produits sont définis sous le résultat 4?

1 2 3 4 5 Plus de 5

Veuillez enumerer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 4

Produit 4.1

Produit 4.2

Produit 4.3

Produit 4.4

Produit 4.5

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» Produit 4.1

Produit 4.1 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulé depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						

» Produit 4.2

Produit 4.2 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4.2.1						
4.2.2						
4.2.3						

» Produit 4.3

Produit 4.3 :	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.3.1						
4.3.2						
4.3.3						

» Produit 4.4

Produit 4.4:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le debut du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4.4.1						
4.4.2						
4.4.3						

» Produit 4.5

Produit 4.5:	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.5.1						
4.5.2						
4.5.3						
Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.						

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1					
Événement 2					
Événement 3					
Événement 4					

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes
1	Acteurs nationaux institutionnels	Une forte adhésion de ces acteurs dans la lutte contre le terrorisme. En témoigne la forte mobilisation de ces acteurs et des populations autour des actions et reformes dans le cadre de la lutte contre l'insécurité.	La représentante des jeunes de la province cascade a indiqué que la politique de sécurité n'est pas seulement du ressort de leurs frères, pères et époux mais aussi du ressort des femmes qui peuvent y contribuer de diverses manière soit en tant que femme de tenue mais surtout en tant actrice d'appui et de soutien aux reformes

2	Membres des organisations professionnelles du secteur des acteurs routiers, Force de défense et de sécurité, Association des défenseurs des droits humains	La connaissance des rôles et mandats des FDS par les acteurs du secteur routier, la capacité pour ces acteurs d'identifier les actes de corruption, de raquettes et de faire recours aux moyens et canaux institutionnels et informels de dénonciation, Renforcement de la confiance entre ses acteurs et les acteurs chargés du contrôle routier, création d'un cadre d'échange et de partage d'informations de l'ensemble de ces acteurs ayant participé à l'atelier de formation	Un contrôleur de douanes a loué cette opportunité qui est offerte aux différents acteurs de communiquer et mieux connaître les rôles et responsabilités de chacun afin d'éviter les incompréhensions et la détérioration de la confiance entre acteurs
3			
4			
En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet <i>Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères</i>			
Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet OPTIONAL			
Fichier 1 OPTIONAL Cliquez ici pour téléverser un fichier. (< 10MB)			
Fichier 2 OPTIONAL Cliquez ici pour téléverser un fichier. (< 10MB)			

Fichier 3

OPTIONAL

Cliquez ici pour téléverser un fichier. (< 10MB)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé:

*

Veuillez sélectionner jusqu'à 3.

- ☐ Numérisation améliorée
- ☐ Des méthodes de travail innovantes
- ☐ Ressources supplémentaires mobilisées
- ☒ Cadres politiques améliorés ou initiés
- ☒ Capacités renforcées
- ☐ Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- ☐ Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- ☐ Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- ☐ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

• **Le renforcement du cadre programmatique de la sécurité nationale à travers l'adoption de la Politique de Sécurité Nationale (PSN) et de la loi relative à la sécurité nationale, deux instruments majeurs de gouvernance sécuritaire qui intègre notamment la sécurité humaine comme un concept central dans la nouvelle vision sécuritaire.** Pour rappel, l'adoption de la PSN, document stratégique majeur auquel s'adosent les réformes du secteur de la sécurité et sur la base duquel les autres stratégies thématiques et sectorielles seront élaborées, constituait un impératif de premier plan. L'appui technique et financier apporté par le projet accompagné du lobbying porté par le management du PNUD et de l'ONUDC a facilité l'adoption de ladite politique le 10 mars 2023. Grâce également à ces efforts conjoints du Gouvernement, du PNUD, de l'ONUDC, le pays s'est doté le 9 mai 2023 d'une loi relative à la sécurité nationale qui vise à mettre en place une nouvelle architecture de sécurité nationale. Cette loi donne un contenu juridique opératoire à la nécessité de rompre avec la conception trop sectorielle et cloisonnée de la sécurité, pour s'inscrire dans une vision et une orientation stratégique de nature participative et inclusive. Elle institue notamment une architecture formée d'organes centraux, d'organes d'aide à la décision, d'organes de contrôle, d'organes spécialisés et déconcentrés, tout en impliquant fortement les acteurs de la décentralisation et en prenant en compte le genre. Dans l'optique d'opérationnaliser cette architecture, les projets de textes relatifs aux structures et organes institués par la loi ont été élaborés avec l'accompagnement technique et financier du projet. En outre, une feuille de route des réformes a été adoptée et validée par le Chef de l'Etat et a permis le démarrage courant septembre 2023 de l'élaboration des stratégies sectorielles et thématiques prévues. Ainsi, la stratégie de sécurité nationale qui complète la politique de sécurité nationale a été finalisée en octobre 2023 et les travaux d'élaboration de la stratégie de sécurité intérieure ont débuté le 9 février 2024 dernier.

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Capacités renforcées : Des activités de renforcement des capacités techniques des acteurs du secrétariat général de la défense nationale, du ministère en charge de la sécurité, des FDS sur des thématiques telles que le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, de renforcement des capacités matérielles des organes régionaux de la sécurité nationale ont été conduites.

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Avec qui travaillons-nous (en plus des partenaires de mise en oeuvre) *

- ☐ Renforcement des partenariats avec les IFI
- ☐ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- ☐ Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- ☐ En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- ☐ En partenariat avec des entités infranationales
- ☒ En partenariat avec des entités nationales
- ☐ En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet travail la structure nationale en charge de la coordination de la reforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso à savoir le Secrétariat général de la défense ainsi qu'avec certains ministères et institutions notamment ceux de la sécurité et de la défense.

Leave no one behind – Ne laisser personne de côté

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrit dans le document projet *

Obligatoire

- ☐ Persons sans-emploi (Chômeurs)
- ☐ Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- ☐ Communautés autochtones
- ☐ Personnes handicapées
- ☒ Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- ☒ Femmes
- ☒ Jeunesse
- ☐ Enfants
- ☐ Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- ☐ Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- ☐ Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- ☒ Personnes affectées par les conflits armés
- ☒ Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le suivi du projet se fait de manière continue sur la base du plan de travail annuel à travers les interactions et les rencontres avec les partenaires nationaux notamment le Secrétariat général à la défense nationale. A cela s'ajoute la tenue des instances de suivi du projet notamment de comité de coordination du projet , le comité conjoint d'orientation désormais appelé comité de pilotage et le comité technique de suivi du portefeuille qui s'est réuni le 4 septembre 2024 . D'autres instance interne de suivi du portefeuille de projet du PNUD sont également mis à profit.

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

☒ Oui

☐ Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles. *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Une étude sur les valeurs des indicateurs a été réalisée et est disponible.

Précisez quelles sources de preuves on été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) : *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Etude pour la détermination ou l'actualisation de la situation de référence des indicateurs du projet « Appui à la Réforme du Secteur de la sécurité » phase II »

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ? *

☐ Oui

☒ Non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

☐ Oui

☒ Non

Veillez décrire brièvement. *

Veillez limiter votre réponse à 3000 caractères

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

55000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, et que le budget global du projet est supérieur à 1,5 million de dollars, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

- ☒ Oui
- ☐ Non
- ☐ Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Un projet de TDR est en cours de finalisation.

Contact information	Nom	Organisation	Titre d'emploi	Email
Please mention the focal person responsible for sharing the final evaluation report with the PBF:	KERE Souleymane	PNUD	chargé de projet	souleymane.kere@undp.org

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ? *

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

- ☐ Peu d'effet catalytique
☒ Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalyseur (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le gouvernement s'est approprié la RSS et d'autres partenaires onusiens ou non participent à la conduite de la RSS.

Durabilité

Le projet a-t-il un plan de sortie explicite?

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le SGDN et les ministères sectoriels qui bénéficieront d'appui pourront sur la base des connaissances acquises être en mesure d'assurer la relève à la fin du projet. De plus l'ensemble des processus de réforme se fait par les acteurs nationaux eux même avec l'accompagnement techniques et financier du projet. Un plan de sortie est également prévu.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Activités de suivi et de contrôle

Veuillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations
Événement 1	Session de comité de pilotage conjoint avec le programme cohésion sociale, sécurité et Etat de droit	La session s'est tenu en décembre 2023 et a permis de valider les activités inscrites dans le PTA 2024 du projet. Elle permet ainsi de mieux gérer les synergies. Une session est prévue en décembre 2024	
Événement 2	Rencontres périodiques avec les structures partenaires	Elles se tiennent en fonction de besoin et permettent d'échanger sur les activités et la vie du projet	
Événement 3			
Événement 4			
Événement 5			
Événement 6			
Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre *rapport financier* au format *Excel* sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes